Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/NKM-prend-les-renes-d-un-ministere

16 novembre 2010

« NKM » prend les rênes d'un ministère de l'Ecologie amputé

Nathalie Kosciusko-Morizet a affirmé hier vouloir poursuivre la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement. Mais elle arrive à la tête d'un ministère auquel on a retiré l'Energie et la Mer.

Nathalie Kosciusko-Morizet est revenue hier en terrain connu à l'hôtel de Roquelaure. Secrétaire d'Etat à l'Ecologie dans le deuxième gouvernement Fillon auprès de Jean-Louis Borloo, la nouvelle ministre de l'Ecologie, du Développement durable, du Transport et du Logement va néanmoins avoir fort à faire. Certes, numéro quatre du gouvernement, elle n'a pas obtenu le titre de ministre d'Etat de son prédécesseur. Et le ministère a perdu dimanche les questions énergétiques et de la mer.

Dès demain, les associations de défense de l'environnement guetteront si la ministre aura son mot à dire sur la position de la France lors des négociations de la Commission internationale pour la conservation des thonidés dans l'Atlantique (Icaat) qui s'ouvre à Paris. « Elle devra gagner la bataille du thon rouge et pourra faire valoir que le gouvernement japonais lui-même commence à adoucir sa position », remarquait hier un bon connaisseur du dossier. Selon un sondage effectué par l'ONG américaine PEW, plus des trois quarts des Français apportent leur soutien à l'idée d'interdire la pêche au thon rouge dans les zones de frai et de décider d'un moratoire afin de protéger une espèce menacée de disparition. Et dans deux semaines, à Cancún, dans le cadre des négociations internationales sur le changement climatique, la nouvelle ministre devra également s'imposer sur cette question, sachant que son ministère a perdu l'intitulé « chargé des négociations climatiques ».
Nicolas Hulot furieux

« La feuille de route du ministère, c'est le Grenelle de l'environnement. Je vais continuer à la porter, dans toutes ses dimensions et par exemple dans la dimension de la lutte contre le changement climatique », a assuré, hier, Nathalie Kosciusko-Morizet sur le perron du ministère lors d'une très émouvante passation de pouvoir avec Jean-Louis Borloo. « Nous demandons que toutes les compétences climat soient regroupées au sein du ministère du Développement durable, y compris les négociations européennes et internationales », a plaidé Serge Orru, directeur général du WWF France.

Le retour de l'Energie à Bercy fait débat. Hier, Eric Besson, le nouveau ministre de l'Industrie, de l'Energie et de l'Economie numérique, s'est dit un « défenseur intransigeant du nucléaire civil », tout en affirmant avoir été un des premiers, dans sa circonscription de la Drôme, à installer des éoliennes. Les industriels des énergies renouvelables craignent d'être sacrifiés aux intérêts de la filière nucléaire

et de perdre systématiquement les arbitrages. Ils se demandent si les promesses de constituer une filière industrielle verte à moyen terme seront tenues. Une chose est sûre, la France reste engagée auprès de la Commission européenne dans le cadre du paquet climat-énergie. D'ici à 2020, elle devra disposer de 23 % d'énergie renouvelable, avoir réalisé 20 % d'économies d'énergie et avoir réduit ses émissions de CO2 de 20 % d'ici à 2020.

Nicolas Hulot, qui avait clairement demandé au président de la République de conserver l'intégrité du ministère la semaine dernière, est furieux : « Je pense qu'elle va avoir fort à faire avec Bercy, avec le Budget, avec le ministre de l'Agriculture et de la Pêche. Tous ces gens-là n'ont pas une grande spontanéité sur ces sujets, y compris avec Matignon, dont je n'ai pas eu de grande démonstration de volonté sur ces sujets. » De son côté, Eva Joly, la candidate probable d'Europe Ecologie-Les Verts à la présidentielle, a ironisé sur ce nouveau ministère du « renoncement durable ».
JULIE CHAUVEAU, Les Echos